

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2013

CHAPITRE 19

**MINISTERE DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE
ET DE L'INNOVATION**

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	8
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	9
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2013	10
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	11
2.1.	PROGRAMME 256: RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT AGRICOLE	12
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	13
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	13
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	14
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	15
2.2.	PROGRAMME 257: RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE, GEOLOGIQUE ET MINIER	19
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	20
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	20
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	21
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	23
2.3.	PROGRAMME 258: RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT SOCIAL	28
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	29
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	29
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	30
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	31
2.4.	PROGRAMME 259: APPUI A LA POLITIQUE DU SOUS-SECTEUR RECHERCHE ET INNOVATION	37
2.4.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	38

2.4.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	38
2.4.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	39
2.4.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	40
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	44
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	45
3.2.	LEÇONS APPRISES	45
3.3.	PERSPECTIVES	45

NOTE EXPLICATIVE

La loi n° 2007 du 26 décembre 2007 portant Régime Financier de l'Etat a mis en place un nouveau mode de gestion budgétaire, comptable et financier dans les administrations publiques. Ce nouveau cadre concrétise la volonté politique du Chef de l'Etat qui, lors de sa communication spéciale au cours du Conseil des Ministres du 12 septembre 2007, disait : « le Gouvernement doit s'attendre à être jugé sur les critères de performance ». Il est également une véritable constitution financière qui vient remplacer l'Ordonnance de 1962 qui, malgré les résultats non négligeables, était devenue inadaptée au regard des défis auxquels notre pays doit désormais faire face.

Le nouveau texte est une traduction dans les faits de la gestion axée sur les résultats. En effet, après l'adoption et la promulgation de la loi de finances n° 2012/014 du 21 décembre 2012, première élaborée en mode programme, et son exécution tout au long de l'année 2013 dans l'ensembles des ministères et autres organes institutionnels, il est nécessaire de dresser un bilan des activités menées et des résultats obtenus dans le cadre des politiques publiques mises en œuvre dans un document appelé Rapport Annuel de Performance.

L'élaboration du Rapport Annuel de Performance (RAP) constitue à cet effet une autre grande avancée dans le déploiement des principes et normes édictés dans le nouveau Régime Financier de l'Etat. Elle permet d'une part de rendre compte des résultats obtenus et de l'utilisation des ressources affectées à chaque programme et d'autre part favorise une meilleure projection des résultats à venir, tirant avantage des leçons apprises au cours de l'exercice 2013. Au terme des douze (12) mois d'exécution des 160 programmes inscrits dans la loi de finances 2013, les présents RAP - 2013, rendent compte de la mise en œuvre desdits programmes en présentant :

- Le contexte de mise en œuvre des programmes ;
- L'état de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2013 du premier cycle de budgétisation par programme ;
- Le bilan stratégique et les perspectives.

L'examen par le Parlement de cette première génération de Rapports Annuels de Performance produits par les administrations revêt un caractère essentiel dans la mesure où il inscrit dans la réalité la gestion budgétaire axée sur la performance. Il permet à travers les différentes évaluations et remises en cause, d'éprouver la réforme en cours et de réorienter la démarche en fonction des principaux constats.

Ainsi donc, l'Etat bâtit un sentier de progression ; un cercle vertueux d'améliorations continues permettant de construire pour chaque administration ou institution, une trajectoire de performance soutenue par les outils et nouvelles règles de gestion budgétaire.

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

Il existe une convergence d'objectifs entre les missions assignées au MINRESI et certains points d'ancrage du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi. Ces objectifs portent sur les points suivants :

- la modernisation de l'appareil de production. Il s'agit de :
- rendre accessibles et disponibles les facteurs de production, notamment les intrants agricoles ;
- promouvoir l'accès aux innovations technologiques à travers notamment le renforcement de la liaison recherche/vulgarisation ;
- développer la compétitivité des filières.
- la poursuite des objectifs visant à favoriser et à encourager la recherche, l'exploitation et la transformation des ressources minérales, en améliorant la connaissance des investisseurs privés nationaux et étrangers sur le potentiel géologique et minier du pays, et en mettant à leur disposition des cartes et données géologiques fiables.

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

Les missions du Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI) sont définies dans le Décret N° 2012/383 du 14 septembre 2012 portant organisation du Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation.

Dans ce cadre, le MINRESI est chargé :

- de l'animation, de la coordination et du contrôle des activités de recherche scientifique sur toute l'étendue du territoire, en vue de la promotion du développement économique, social et culturel ;
- de la valorisation, de la vulgarisation et de l'exploitation des résultats de la recherche, en liaison permanente avec tous les opérateurs des secteurs de l'économie nationale et avec les départements ministériels et organismes intéressés ;
- de la coopération internationale en matière de recherche scientifique et de l'innovation en liaison avec le Ministère des Relations Extérieures, le Ministère de l'Enseignement Supérieure et les Administrations concernées ;
- de la veille technologique en liaison avec les Administrations concernées ;
- du suivi de la recherche dans le domaine des pharmacopées traditionnelles, en liaison avec le Ministère de la Santé Publique et les Départements Ministériels concernés.

Pour accomplir ses missions, le MINRESI dispose des structures opérationnelles placées sous sa tutelle. Il s'agit de:

- **L'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD)**

Créé par Décret N° 96/05 du 12 mars 1996, puis réorganisé par le Décret N° 2002/23 du 6 septembre 2002, l'IRAD a pour mandat d'assurer la conduite des activités de Recherche visant la promotion du développement agricole, dans les domaines des productions végétales, animales, halieutiques, forestières et dans le domaine de l'environnement, ainsi que des technologies alimentaires et agro-industrielles.

- **l'Institut National de Cartographie (INC).**

Créé par Décret N° 92/049 du 24 Mars 1992 et réorganisé par Décret N° 2003/162 du 27 Juin 2003, l'INC a pour missions d'exécuter les travaux relatifs à la cartographie (géodésie, photogrammétrie, topographie, rédaction cartographique, etc.) et à la télédétection, de délimiter les frontières internationales et des unités administratives, et de conduire la recherche géographique.

- **l'Agence Nationale de Radioprotection (ANRP).**

Créé par Décret N° 2002/250 du 31 octobre 2002, l'Agence Nationale de Radioprotection (ANRP) est un établissement public administratif qui a pour objet d'assurer la protection des personnes, des biens et de l'environnement contre les effets de rayonnements ionisants.

- **l'Institut de Recherches Médicales et d'Etude de Plantes Médicinales (IMPM).**

Créé par Décret N° 79/495 du 04 décembre 1979 et réorganisé par le Décret N°93/215 04 août 1993, l'IMPM a pour mission d'élaborer et d'exécuter des programmes de recherche fondamentale et appliquée, ainsi que d'assurer le développement de la recherche, dans toutes les disciplines médicales en vue de l'amélioration des conditions de santé, par une meilleure connaissance des aspects pathologiques, thérapeutiques, préventifs et nutritionnels des populations.

- **L'Institut de Recherches Géologiques et Minières (IRGM).**

Créé par Décret N° 79/495 du 04 décembre 1979, l'IRGM a pour mission d'élaborer des programmes et de réaliser des recherches en vue d'une meilleure maîtrise des données géologiques, hydrologiques, énergétiques et minières du pays.

- **la Mission de Promotion des Matériaux Locaux (MIPROMALO).**

Créée par Décret N° 90/1353 du 18 Septembre 1990, la MIPROMALO a pour mission de valoriser l'emploi des matériaux fabriqués localement en vue de réduire les coûts de réalisation des équipements nationaux.

- **Le Centre National d'Education (CNE).**

Issu de la transformation de l'Institut National d'Education (INE) en 1976, le Centre National d'Education (CNE) a pour vocation de répondre aux besoins de l'amélioration permanente du système éducatif camerounais. Il se veut un outil stratégique de réflexion prospective, de recherche et de coordination des politiques éducationnelles du pays.

- **Le Comité National de Développement des Technologies (CNDT).**

Créé par Décret N° 78/109 du 1er Avril 1978, modifié et complété par le Décret N° 82/126 du 18 Mars 1982. Le CNDT est un organisme de coordination, de réflexion et d'information en matière de transfert et de développement des technologies.

A ces structures, il faut ajouter les organismes de recherche partenaires et en coopération que sont le Centre International de Coopération en Recherche Agricole pour le Développement (CIRAD), la Société Internationale de Linguistique (SIL), le Centre Internationale Africain de Recherche sur Bananier Plantain (CARBAP), l'Institut Internationale de Recherche en Agriculture Tropicale (IITA), le Centre International de Recherche en Agroforesterie (ICRAF), l'institut de Recherche pour le Développement (IRD), l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), et l'AVRDC etc....

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Les missions du Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI) sont définies dans le Décret N° 2012/383 du 14 septembre 2012 portant organisation du Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation.

Dans ce cadre, le MINRESI est chargé :

- de l'animation, de la coordination et du contrôle des activités de recherche scientifique sur toute l'étendue du territoire, en vue de la promotion du développement économique, social et culturel ;
- de la valorisation, de la vulgarisation et de l'exploitation des résultats de la recherche, en liaison permanente avec tous les opérateurs des secteurs de l'économie nationale et avec les départements ministériels et organismes intéressés ;
- de la coopération internationale en matière de recherche scientifique et de l'innovation en liaison avec le Ministère des Relations Extérieures, le Ministère de l'Enseignement Supérieure et les Administrations concernées ;
- de la veille technologique en liaison avec les Administrations concernées ;
- du suivi de la recherche dans le domaine des pharmacopées traditionnelles, en liaison avec le Ministère de la Santé Publique et les Départements Ministériels concernés.

Pour accomplir ses missions, le MINRESI dispose des structures opérationnelles placées sous sa tutelle. Il s'agit de:

- **L'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD)**

Créé par Décret N° 96/05 du 12 mars 1996, puis réorganisé par le Décret N° 2002/23 du 6 septembre 2002, l'IRAD a pour mandat d'assurer la conduite des activités de Recherche visant la promotion du développement agricole, dans les domaines des productions végétales, animales, halieutiques, forestières et dans le domaine de l'environnement, ainsi que des technologies alimentaires et agro-industrielles.

- **l'Institut National de Cartographie (INC).**

Créé par Décret N° 92/049 du 24 Mars 1992 et réorganisé par Décret N° 2003/162 du 27 Juin 2003, l'INC a pour missions d'exécuter les travaux relatifs à la cartographie (géodésie, photogrammétrie, topographie, rédaction cartographique, etc.) et à la télédétection, de délimiter les frontières internationales et des unités administratives, et de conduire la recherche géographique.

- **l'Agence Nationale de Radioprotection (ANRP).**

Créé par Décret N° 2002/250 du 31 octobre 2002, l'Agence Nationale de Radioprotection (ANRP) est un établissement public administratif qui a pour objet d'assurer la protection des personnes, des biens et de l'environnement contre les effets de rayonnements ionisants.

- **l'Institut de Recherches Médicales et d'Etude de Plantes Médicinales (IMPM).**

Créé par Décret N° 79/495 du 04 décembre 1979 et réorganisé par le Décret N°93/215 04 août 1993, l'IMPM a pour mission d'élaborer et d'exécuter des programmes de recherche

fondamentale et appliquée, ainsi que d'assurer le développement de la recherche, dans toutes les disciplines médicales en vue de l'amélioration des conditions de santé, par une meilleure connaissance des aspects pathologiques, thérapeutiques, préventifs et nutritionnels des populations.

- **L'Institut de Recherches Géologiques et Minières (IRGM).**

Créé par Décret N° 79/495 du 04 décembre 1979, l'IRGM a pour mission d'élaborer des programmes et de réaliser des recherches en vue d'une meilleure maîtrise des données géologiques, hydrologiques, énergétiques et minières du pays.

- **la Mission de Promotion des Matériaux Locaux (MIPROMALO).**

Créée par Décret N° 90/1353 du 18 Septembre 1990, la MIPROMALO a pour mission de valoriser l'emploi des matériaux fabriqués localement en vue de réduire les coûts de réalisation des équipements nationaux.

- **Le Centre National d'Education (CNE).**

Issu de la transformation de l'Institut National d'Education (INE) en 1976, le Centre National d'Education (CNE) a pour vocation de répondre aux besoins de l'amélioration permanente du système éducatif camerounais. Il se veut un outil stratégique de réflexion prospective, de recherche et de coordination des politiques éducationnelles du pays.

- **Le Comité National de Développement des Technologies (CNDT).**

Créé par Décret N° 78/109 du 1er Avril 1978, modifié et complété par le Décret N° 82/126 du 18 Mars 1982. Le CNDT est un organisme de coordination, de réflexion et d'information en matière de transfert et de développement des technologies.

A ces structures, il faut ajouter les organismes de recherche partenaires et en coopération que sont le Centre International de Coopération en Recherche Agricole pour le Développement (CIRAD), la Société Internationale de Linguistique (SIL), le Centre Internationale Africain de Recherche sur Bananier Plantain (CARBAP), l'Institut Internationale de Recherche en Agriculture Tropicale (IITA), le Centre International de Recherche en Agroforesterie (ICRAF), l'institut de Recherche pour le Développement (IRD), l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), et l'AVRDC etc....

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Le budget pour l'exercice 2013 du Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation a été mis en œuvre dans un contexte marqué par plusieurs événements : l'entrée en vigueur du Décret N° 2012/383 du 14 septembre 2012 portant organisation du Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation et l'entrée en vigueur du budget programme à travers la loi de finances 2013.

Décret N° 2012/383 portant organisation du Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation : promulguée par le Chef de l'Etat le 14 septembre 2012, le MINRESI s'est vu assigné deux missions supplémentaires à savoir :

- la veille technologique en liaison avec les Administrations concernées ;

- le suivi de la recherche dans le domaine des pharmacopées traditionnelles, en liaison avec le Ministère de la Santé Publique et les Départements Ministériels concernés.

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2013

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 256

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Responsable du programme

M. NOE WOIN
Directeur Général de l'IRAD

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Contribuer à l'amélioration de la productivité et de la production agricole	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de paquets technologiques (sémences améliorées et fiches techniques)
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	28.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible	80.0
	Année cible:	2015
ACTIONS DU PROGRAMME	<p>Action 01: DÉVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE POUR LA PRODUCTION VÉGÉTALE ET SYLVICOLE</p> <p>Action 02: DÉVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE POUR LA PRODUCTION ANIMALE ET HALIEUTIQUE</p> <p>Action 03: DÉVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE POUR LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES</p> <p>Action 04: VULGARISATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE AGRICOLE</p>	
DOTATIONS INITIALES	AE 5 859 673 000	CP 5 559 673 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	M. NOE WOIN, Directeur Général de l'IRAD	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Au niveau de la recherche agricole il s'agira de: renforcer les activités de recherche visant en général l'augmentation de la production agricole et la diversification des productions d'importance économique ; évaluer les risques de vulnérabilité et mesures d'adaptation liées aux changements climatiques ; transformer et conserver les produits agricoles et agro-alimentaires. A cet effet, l'IRAD mettra en œuvre son plan stratégique 2013-2018 qui consistera en la conduite de vingt-huit projets de recherche dans les domaines suivants :

- Cultures annuelles ;
- Cultures pérennes ;
- Forêt et environnement ;
- Système de production économie et sociologies rurales ;
- Production animales et halieutiques ;
- Conservation et gestion des ressources génétiques.

A cet effet, un appui significatif sera octroyé à l'IRAD notamment :

Les fonds FODECC pour les semences de pré-base de caféiers et de cacaoyers ;

- Les fonds issus du Contrat Désendettement/Développement (C2D) pour l'économie de la recherche ;

- Les fonds de recherche sur base compétitive pour une approche de financement de la recherche privée et pour la valorisation des résultats de la recherche auprès des producteurs.

Les Centres Régionaux de Recherche et de l'Innovation (CRRRI), devront intensifier les actions de valorisation et de vulgarisation des résultats de la recherche. Ceci consistera pour l'essentiel

en la diffusion des paquets technologiques et l'assistance des utilisateurs des résultats de la recherche (GIC, OPA et autres).

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU		
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	58,75%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 5 771 633 000	CP 5 471 633 000
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 88 040 000	Ecart CP 88 040 000
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 5 426 762 023	CP 5 426 762 023
TAUX DE CONSOMMATION	94,02 %	99,18 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>L'objectif du programme a été globalement atteint. En effet l'IRAD en tant que institution de référence du Cameroun en matière de recherche agricole a assuré la conduite des activités de recherche dans les domaines de production végétales, animales, halieutiques, forestières et de l'environnement, des technologies alimentaires et agro industrielles. Les résultats obtenus ont été mis à la disposition des utilisateurs pour booster la production agricole à traves différents fora notamment : la première Journée de Promotion de la Semence améliorée de Base ; les Journées de l'Excellence Scientifiques et de l'Innovation du Cameroun (JERSIC) etc. Toutefois, l'IRAD fait face au déficit en ressources humaines due à un départ massif et précoce à la retraite des chercheurs (55 ans)</p>	
PERSPECTIVES 2014	<ul style="list-style-type: none"> - améliorer la production des semences de base des spéculations phares pour contribuer à la productivité et la production agricole ; - poursuivre les recherches dans le but de développer plus de technologies innovantes afin de répondre aux préoccupations des producteurs ; - redynamiser les Unités Pilotes de Valorisation (UPV) pour une meilleure valorisation et vulgarisation des résultats de recherche; - améliorer les conditions de travail du personnel pour un rendement meilleur ; - intensifier la coopération scientifique nationale et internationale ; - créer une plateforme interministérielle du secteur afin de définir un plan de financement adéquat et durable de la recherche agricole. 	

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 01 DÉVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE POUR LA PRODUCTION VÉGÉTALE ET SYLVICOLE									
OBJECTIF	Contribuer à l'amélioration de la compétitivité des filières des productions végétales et sylvicoles								
Indicateur	Intitulé:	Nombre de paquets technologiques (nouvelles variétés d'intrants et semences créées, variétés d'intrants et semences améliorées et itinéraires techniques) produits						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 85,71%	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	15.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	19.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	3 801 208 000	3 801 208 000	3 801 208 000	3 801 208 000	3 785 208 345	3 785 208 345	99,58 %	99,58 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre du DSCE - Exécution du budget de l'Etat par programme - institution en restructuration contrat plan Etat/IRAD - Mise en place de l'agriculture de deuxième génération (agro industrie) Préoccupations des pouvoirs publics relatives à l'amélioration de la productivité et des productions agricoles								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Technologies de production de semences hybrides de maïs disponible avec des rendements qui passe de 4-5 T/ha à 9 -11 t :ha - Technologies de production de Semences de cacao à travers la production des champs semenciers abritant des variétés hybrides de l'IRAD - Développement de 9 variétés de manioc à hauts rendements pour production de différentes farines 								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Accroissement de la production de maïs dans différent bassin de production suite à l'utilisation de semences améliorées - Grande disponibilité de maïs pour la nutrition humaines (sanga, fofu..), la provende animale et les industries brassicoles - Augmentation de l'offre alimentaire (manioc, banane plantain, pomme de terre, haricot, niébé, arahide, safou...) 								
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> - améliorer la production des semences de base des spéculations prioritaires pour contribuer à la productivité et la production agricole ; - poursuivre les recherches dans le but de développer plus de technologies innovantes afin de répondre aux préoccupations des producteurs ; 								

Action 02 DÉVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE POUR LA PRODUCTION ANIMALE ET HALIEUTIQUE								
OBJECTIF	Contribuer à l'accroissement de l'offre nationale en protéines animales							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de paquets technologiques				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		10.0					
	Année cible:		2013					
	Valeur Cible		11.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP

Action 03 DÉVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE POUR LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES								
OBJECTIF	Contribuer à la gestion durable des ressources naturelles tout en assurant la compétitivité des exploitations agricoles et en préservant l'environnement							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de résultats de la recherche utiles au développement durable				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 45%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		3.0					
	Année cible:		2013					
	Valeur Cible		4.0					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	275 000 000	130 000 000	275 000 000	130 000 000	129 949 505	129 949 505	47,25 %	99,96 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre du DSCE - Exécution du budget de l'Etat par programme - institution en restructuration contrat plan Etat/IRAD - Mise en place de l'agriculture de deuxième génération (agro industrie) Préoccupations des pouvoirs publics relatives à l'amélioration de la productivité et des productions agricoles							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Construction d'une banque de gènes et acquisition des équipements - Réhabilitation du laboratoire de biotechnologie vitro plants de pomme de terre - Acquisition des équipements de laboratoire et matériel de pollinisation - Production d'un catalogue des ressources existantes 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	La collection et maintenance de la semence de pré-base des chercheurs dont 14 variétés de maïs, 3 de pomme de terre, 8 de haricot et niébé, 3 de palmier à huile, 7 clone de cacaoyer, 5 variétés de coton, 3 d'arachide donne au Cameroun sa souveraineté et une capacité de réaction en cas de cataclysme come ce fut avec les inondations dans le Grand Nord.							
Perspectives 2014	Poursuivre les projets de recherche en cours avec un accent tout particulier sur les effets du changement climatique.							

Action 04 VULGARISATION ET VALORISATION DES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE AGRICOLE										
OBJECTIF	Mettre à la disposition des potentiels utilisateurs les résultats et acquis de la recherche agricole									
Indicateur	Intitulé:		nombre de résultats de la recherche agricole vulgarisés et valorisés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 66%			
	Unité de mesure		nb							
	Année de référence:		2012							
	Valeur de référence:		20.0							
	Année cible:		2013							
	Valeur Cible		28.0							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
	1 783 465 000	1 628 465 000	1 695 425 000	1 540 425 000	1 511 604 173	1 511 604 173	89,15 %	98,13 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre du DSCE - Exécution du budget de l'Etat par programme - institution en restructuration contrat plan Etat/IRAD - Mise en place de l'agriculture de deuxième génération (agro industrie) Préoccupations des pouvoirs publics relatives à l'amélioration de la productivité et des productions agricoles									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Production des semences de base améliorées des spéculations phares ; - Organisation des journées portes ouvertes et champs écoles paysans ; - Publication et diffusion des résultats dans les journaux à grand impact sur le public; - Elaboration et distribution des fiches techniques ; - Accompagnement des organisations paysannes ; 									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Mise en place : <ul style="list-style-type: none"> - 100 ha de maïs composite (441 tonnes produites) ; - 100 ha de riz Nerica (46 tonnes produites) ; - 10 ha de sorgho (51 tonnes produites) ; - 10 ha de sorgho (51 tonnes produites) ; - 15 ha de soja (10,5 tonnes produites) ; - 05 ha de haricot et niébé (23 tonnes produites) ; - 10 ha de bananier plantain (6140 rejets produits) ; - 20 ha de pomme de terre (104 tonnes produites) ; - Manioc (4 120 000 boutures produites) ; - 05 ha d'igname (45080 semenceaux produits) ; - 20 étangs entretenus et 386 680 alevins produits ; 250 parentaux de poussin d'un jour acquis ; 									
Perspectives 2014	Poursuivre les projets en cours avec un accent sur le renforcement de la coopération.									

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 257

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE,
GEOLOGIQUE ET MINIER

Responsable du programme

Mr MBOTA ELIMBI MARTIN
Directeur Général de l'INC

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Accroître la production cartographique, l'information géographique, géologique, minière et renforcer le développement des technologies.	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de technologies développées et diffusées;
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	7.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible Année cible:	10.0 2013
Indicateur	Intitulé:	Nombre de coupures de cartes produites et diffusées
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	57.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible Année cible:	83.0 2013
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: RENFORCEMENT DE LA RECHERCHE GÉOLOGIQUE ET MINIÈRE Action 02: RENFORCEMENT DE LA RECHERCHE GÉOGRAPHIQUE ET CARTOGRAPHIQUE Action 04: MISE EN ŒUVRE DE LA VEILLE TECHNOLOGIQUE Action 05: VALORISATION ET VULGARISATION DES MATÉRIAUX LOCAUX	
DOTATIONS INITIALES	AE 1 890 796 000	CP 1 840 796 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Mr MBOTA ELIMBI MARTIN, Directeur Général de l'INC	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

L'IRGM va assurer comme de coutume la surveillance du Mont Cameroun, des lacs à risque, particulièrement le lac Nyos où sont installées trois colonnes fonctionnelles de dégazage.

De nouvelles stations solarimétriques seront installées à Maroua Mokolo, Bertoua, Ambam, Yaoundé, Douala Foubot, Bamenda Garoua et Kribi.

Des stations hygrométriques seront installées dans les bassins côtier et du Congo. Quant aux stations sismiques, seront installées le long de la ligne du Cameroun.

L'IRGM va poursuivre l'étude des bassins sédimentaires en partenariat avec la Société Nationale des Hydrocarbures et les Universités.

Pour la recherche cartographique et géographique, il sera question de poursuivre la réalisation du réseau géodésique national et la cartographie de base (référentiel cartographique du Cameroun) au 1/50.000, ainsi que la production des plans numériques des villes du Cameroun notamment Douala, Garoua, Bafoussam, et nous finirons la construction de la barrière de l'INC. Surtout, nous envisageons de contribuer à l'aménagement urbain et à la maîtrise de l'expansion de certaines grandes métropoles du pays en commençant par Yaoundé avec la production de la carte numérique de la localité à l'échelle 1/10 000. La cartographie des terres arabes dans la région du Nord-Ouest. L'élaboration de fichiers de localités du littoral assorti des dictionnaires de villages, la conception et l'élaboration des monographies départementales et l'étude d'aménagement des zones urbaines et périurbaines. Il sera aussi procédé à l'identification et la

cartographie des zones à risques du Cameroun, la collecte et la mise à disposition des informations sur les variations climatiques. Les activités de valorisation et de vulgarisation des résultats de la recherche cartographique et géographique se poursuivront par la création d'un géoportail.

Dans le domaine du développement des Technologies, le CNDT veillera sur la production, la collecte, le traitement et la diffusion de l'information sur les technologies et l'appui au développement des technologies dans les secteurs prioritaires que sont notamment l'agriculture, la biodiversité et les énergies renouvelables.

Dans le cadre de l'utilisation des matériaux locaux, un accent particulier sera mis sur la valorisation, en créant de nouveaux sites pour la fabrication des briques cuites. La MIPROMALO va contribuer à la construction des logements sociaux par l'Installation de deux usines industrielles de fabrication de briques cuites à PK 17 Douala et à Ebebda et renforcera ses capacités au niveau des laboratoires.

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU		
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 1 890 794 774	CP 1 840 794 774
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 1 226	Ecart CP 1 226
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 1 829 639 911	CP 1 829 639 911
TAUX DE CONSOMMATION	99,39 %	99,39 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>L'Objectif a été globalement atteint.</p> <p>En effet, avec les fonds alloués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 04 cartes thématiques ont été réalisées ; - L'actualisation de deux bases de données a été amorcée; - Les colonnes de dégazage du lac Nyos ont été réceptionnées et les chercheurs et techniciens camerounais ont été formés pour la gestion de ce système ; - Un système de pompage de basses eaux a été installé au lac Monoun ; - La formation et la diffusion des informations sur les types de matériaux locaux de construction à utiliser dans certaines localités inondables des régions du Nord-Ouest, Nord et Extrême-Nord ont été faites ; - 04 maisons témoins adaptées aux zones inondables ont été construites - 08 presses améliorées pour la production des briques de terre comprimées ont été fabriquées localement - 109 paysans ont été formés en technologies culturales du riz NERICA à l'Extrême Nord - 60 planteurs formés en innovations technologiques performantes dans la filière banane plantain à Otélé. <p>Ces réalisations ont eu comme impact :</p> <ul style="list-style-type: none"> - atténuation du degré d'exposition des populations aux risques naturels potentiels - amélioration de la productivité et du revenu des paysans - amélioration de la balance commerciale par la promotion des matériaux de construction localement fabriqués <p>Toutefois, le taux de réalisation est atténué par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - difficulté liée aux procédures de passation des marchés 	

	débloccage tardif des subventions
PERSPECTIVES 2014	<p>Pérenniser les résultats obtenus en étendant ces actions dans d'autres zones du Cameroun Prendre des initiatives pour réduire les lenteurs liées aux passations des marchés.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vulgarisation destechnologies solaires de potabilisation d'eau dans les zones inondées du Cameroun ; - Mise en place d'un Centre d'Appui aux Technologies de l'Innovation (CATI) afin de mieux promouvoir les technologies ; - Formation des pisciculteurs en itinéraires techniques de production de poisson de table ; <p>Vulgarisation des fours solaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre la construction des maisons témoins en matériaux locaux dans diverses localités du Cameroun ; - Poursuivre l'identification, la caractérisation et la valorisation des matériaux locaux de diverses localités du Cameroun ; <p>Contribuer à l'industrialisation de la production des matériaux locaux en vue de réduire les importations des matériaux de construction et améliorer notre balance commerciale</p>

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 01 RENFORCEMENT DE LA RECHERCHE GÉOLOGIQUE ET MINIÈRE									
OBJECTIF	Améliorer les connaissances sur les ressources minières, hydrologiques et énergétiques								
Indicateur	Intitulé:	nombre de Cartes géologiques, minières et hydrologiques						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	8.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	10.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
Indicateur	Intitulé:	nombre de banques de données actualisées						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	3.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	4.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 138 352 000	1 088 352 000	1 138 350 774	1 088 350 774	1 080 114 865	1 080 114 865	94,88 %	99,24 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre du DSCE - Mise en œuvre du budget programme - les populations ne sont pas retournés sur les sites des lacs Nyos et Monoun - plusieurs projets sont en cours d'implémentation, mais le risque sismique n'est pas maîtrisé - les travaux de réalisation de l'autoroute Douala-Yaoundé sont programmés, et le besoin de disposer de l'information géologique, sismique, hydrologique et géophysique se fait sentir pour évaluer les potentiels risques naturels sur ce tracé. - l'IRGM dispose des stations hydrologiques et une base de données qui doit constamment être mise à jour. 								
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Dégazage et sécurisation des lacs à risque : colonnes réceptionnés barrage naturel sécurisé. - Sismicité et surveillance des sites des grands projets : Base de données partiellement actualisée - Reconnaissance géologique et risques naturels sur le tracé de l'autoroute Yaoundé-Douala : production des cartes pour une meilleure compréhension et une meilleure définition du tracé. <p>Evaluation des ressources en eau du Cameroun : Base de données hydrologique partiellement actualisée.</p>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Le taux de réalisation de 71,44% est consécutif à un déblocage tardif des fonds destinés à l'exécution des activités. Avec les fonds alloués, 04 cartes thématiques ont été réalisées. Une carte géologique, une carte piézométrique, une carte morphologique et une carte orographique.</p> <p>Par ailleurs, l'actualisation de la base de données hydrologique a été amorcée. La réception définitive des colonnes de dégazage du lac Nyos a été effectuée et les chercheurs et techniciens camerounais ont été formés pour la gestion de ce système. Un système de pompage de basses eaux a été installé au lac Monoun. Une seule descente sur le terrain a permis de collecter les données sismiques sur les stations installées à cet effet. L'acquisition du matériel additionnel nécessaire n'est pas effective. Le DAO se trouve au niveau de la Commission Régionale des Marchés Publics du Centre.</p> <p>Ces réalisations ont eu comme impact :</p> <ul style="list-style-type: none"> - atténuation du degré d'exposition des populations aux risques naturels potentiels - amélioration de l'approvisionnement en énergie électrique et en eau des populations camerounaises 								

Perspectives 2014	Produire d'autres cartes thématiques Poursuivre l'actualisation des bases de données Poursuite des activités de dégazage des lacs Nyos et Monoun, étudier les autres lacs à risque, finaliser le renforcement du barrage naturel de Nyos.
-------------------	---

Action 02 RENFORCEMENT DE LA RECHERCHE GÉOGRAPHIQUE ET CARTOGRAPHIQUE

OBJECTIF	Produire en vue de la mise à la disposition des décideurs et des acteurs de développement des supports cartographiques fiables								
Indicateur	Intitulé:	Nombre de cartes topographiques et thématiques						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	44.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	54.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
Indicateur	Intitulé:	base de données actualisée des informations géographiques sur les ressources naturelles						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	1.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	1.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	437 688 000	437 688 000	437 688 000	437 688 000	435 932 238	435 932 238	99,6 %	99,6 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Acquérir une Chaîne cartographique numérique indispensable au traitement des données issues des photographies aériennes couleur de 35 x 35 cm de résolution spatiale sur dans la Région de l'Extrême-Nord et une partie de la Région du Nord Cameroun , en vue de la réalisation de la carte topographique de base à l'échelle 1/25 000 sur les Régions.</p> <p>Produire 07 coupures de la carte topographique de base à l'échelle 1/50000 de la zone de Maga et ses environs a l'effet de produire le support cartographique indispensable à tout processus de développement durable.</p>								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - - Dossier d'Appel d'Offres International élaboré et déposé au MINMAP - marché lancé, - dépouillement des offres effectué, - adjudicataire désigné, - contrat de marché en cours de préparation. - carte topographique de Deng-Deng à l'échelle 1/200 000 mise à jour - carte topographique et BetaréOya à l'echelle 1/200 000 mise à jour. - Mission de collecte de données sur le terrain, - dépouillement des données, - analyse des données, - implémentation de la base de données réalisée, - production du fichier, - impression réalisée.. 								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	L'Appel d'Offres International en procédure d'urgence déposé au MINMAP en aout 2013 est au stade de la préparation du contrat de marché.								
Perspectives 2014	<p>Les fonds du contrat plan destiné à financer cette action n'ont pas été débloqués.</p> <p>La mise à disposition des photographie aérienne est le préalable à la production des 07 coupures à l'échelle 1/50 000 de Maga et ses environs.</p>								

Action 04 MISE EN ŒUVRE DE LA VEILLE TECHNOLOGIQUE

OBJECTIF	Mettre en œuvre le processus de veille technologique							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de technologies vulgarisées et valorisées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		4.0					
	Année cible:		2013					
	Valeur Cible		5.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	124 606 000	124 606 000	124 606 000	124 606 000	124 079 276	124 079 276	99,58 %	99,58 %
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des rendements agricoles afin de pallier aux problèmes de sécurité alimentaire ; - Augmentation de la production agricole dans les filières riz et banane plantain ; Amélioration du cadre de travail et renforcement des capacités 							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> - Transfert et la dissémination des technologies culturales du riz pluvial «NERICA» : phase2 ; - Dissémination des innovations technologiques performantes en vue de la relance de la filière banane plantain au Cameroun : phase 2. Acquisition du matériel informatique 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<ul style="list-style-type: none"> - 109 paysans ont été formés en technologies culturales du riz NERICA - 60 planteurs formés en innovations technologiques performantes dans la filière banane plantain. - Ce résultat de 80% est du à la difficulté liée aux procédures de passation des marchés. 							
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Vulgarisation destechnologies solaires de potabilisation d'eau dans les zones inondées du Cameroun ; - Mise en place d'un Centre d'Appui aux Technologies de l'Innovation (CATI) afin de mieux promouvoir les technologies ; - Formation des pisciculteurs en itinéraires techniques de production de poisson de table ; - Vulgarisation des fours solaires. 							

Action 05 VALORISATION ET VULGARISATION DES MATÉRIAUX LOCAUX

OBJECTIF	Promouvoir l'utilisation des matériaux locaux dans la réalisation des infrastructures							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'unités pilotes de production				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		5.0					
	Année cible:		2013					
	Valeur Cible		6.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de centres de formation				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2013					
	Valeur Cible		1.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	190 150 000	190 150 000	190 150 000	190 150 000	189 513 532	189 513 532	99,67 %	99,67 %
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre du DSCE - Mise en œuvre du budget programme - Développement d'une stratégie ministérielle pour appuyer les activités de gestion des catastrophes naturelles 							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Fabrication de presses améliorées pour la production des matériaux dans les zones concernées ; - Construction, formation et sensibilisation 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>L'objectif global de l'action a été atteint. Au terme de cette action pour l'année 2013, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formulé des propositions de type des matériaux à utiliser dans certaines localités sujettes aux inondations (Babessi dans le Nord-Ouest, Garoua dans le Nord et, Maga, Maroua et Yagoua dans l'extrême Nord) ; - fabriqué localement 08 presses améliorées destinées aux populations des localités concernées ; - construit des maisons témoins adaptées à ces zones (02 à Babessi et 04 à Garoua) en matériaux locaux ; - formé les populations à l'utilisation appropriée des matériaux locaux dans les localités concernées. <p>Ces réalisations ont eu comme impact :</p> <ul style="list-style-type: none"> - atténuation du degré d'exposition des populations aux risques naturels potentiels - amélioration de la balance commerciale par la promotion des matériaux de construction localement fabriqués 							
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre l'identification, la caractérisation et la valorisation des matériaux locaux de diverses localités du Cameroun ; - Poursuivre la construction des maisons témoins en matériaux locaux dans diverses localités du Cameroun ; <ul style="list-style-type: none"> - Contribuer à l'industrialisation de la production des matériaux locaux en vue de réduire les importations des matériaux de construction et améliorer notre balance commerciale 							

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 258

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT SOCIAL

Responsable du programme

Mr ESSAME OYONO Jean Louis
Directeur de l'IMPM

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Renforcer la recherche en sciences sociales (santé humaine et sciences humaines) et développer la surveillance des applications à caractère industriel et la protection de l'environnement.	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de résultats de la recherche utiles à la compréhension et/ou à la réponse à une question sociale
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	36.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible	40.0
	Année cible:	2013
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: RENFORCEMENT DE LA RECHERCHE EN SANTÉ HUMAINE Action 02: RENFORCEMENT DE LA RADIO PROTECTION DE L'HOMME ET DE L'ENVIRONNEMENT Action 03: RENFORCEMENT DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES	
DOTATIONS INITIALES	AE 1 600 684 000	CP 1 419 164 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Mr ESSAME OYONO Jean Louis, Directeur de l'IMPM	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Au niveau de la Recherche Médicale, l'IMPM consolidera ses actions sur les recherches sur le paludisme et le VIH/SIDA. Le partenariat au niveau de la médecine traditionnelle sera renforcé et la première phase de production à grande échelle de certains médicaments pour les populations sera réalisée. Plus concrètement, l'IMPM produira au cours de cette année des kits pour la prise en charge du paludisme à domicile. Par ailleurs, L'Institut va poursuivre la réhabilitation et l'équipement des laboratoires de référence pour les maladies émergentes et réémergentes (VIH-Sida, les fièvres Ebola et hémorragiques).

Au niveau de la Protection Radiologique, l'acquisition d'un matériel de détection des radiations, d'un Kit de contrôle qualité des appareils de radiologie médicale et d'un matériel d'intervention en situation d'urgence radiologique augure des actions concrètes de très grande envergure. Prioritairement, celles-ci seront axées sur:

- le contrôle de qualité des générateurs des rayonnements ionisants ;
- la surveillance radiologique ;
- le contrôle des industries et en milieu hospitalier, afin de faire respecter la réglementation sur la sécurité radiologique et assurer la protection des travailleurs sous rayonnement ionisant. ;
- Le contrôle des denrées alimentaires à l'import-export ;
- la dosimétrie de notre environnement.

Le CNE va orienter ses actions en sciences sociales et humaines sur les problèmes de l'heure, à savoir : la jeunesse et l'emploi, les mouvements migratoires et leur incidence sur le développement, les changements climatiques, l'éducation scolaire et familiale.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU		
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 1 600 684 000	CP 1 419 164 000
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 0	Ecart CP 0
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 1 442 140 941	CP 1 442 140 941
TAUX DE CONSOMMATION	99,51 %	99,51 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Certaines tâches engagées n'ont pas encore été entièrement liquidées pour cause de déblocage tardif des fonds et lenteur dans la procédure de passation des marchés	
PERSPECTIVES 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des délais de mise à disposition des subventions - Initiation de la procédure de passation de marché dès le début de l'exercice budgétaire, sans attendre le déblocage des fonds, conformément aux instructions du MINMAP ; 	

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 01 RENFORCEMENT DE LA RECHERCHE EN SANTÉ HUMAINE									
OBJECTIF	nombre d'applications des résultats de la recherche dans le domaine de la santé								
Indicateur	Intitulé:	nombre de Médicaments Traditionnels Améliorés						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	15.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	23.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
Indicateur	Intitulé:	nombre de régimes alimentaires						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	10.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	13.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
Indicateur	Intitulé:	nombre de kits test VIH et autres pathologies produits						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	Mlr							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	50.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	450.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
Indicateur	Intitulé:	nombre de kits de traitement du paludisme produits						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	Mlr							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	0.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	50.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	807 502 000	700 982 000	807 502 000	700 982 000	702 229 049	697 229 049	86,96 %	99,46 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Dans l'optique de réaliser la contribution attendue du secteur Enseignement – Formation - Recherche, en vue d'atteindre les OMD, les objectifs du DSCE, l'IMPM se fixe comme objectif stratégique, « d'Accroître l'impact de la recherche dans toutes ses composantes, dans le domaine médicale, des plantes médicinales et médecine traditionnelle ainsi que l'alimentation et la nutrition sur le développement socio-économique ».</p> <p>Depuis l'année 2002, le Gouvernement a lancé un programme national de supplémentation en vitamine A pour les enfants de 6 à 59 mois et les femmes en post-partum immédiat</p> <p>Le Cameroun ne possédait pas encore un système efficace pour évaluer le statut en vitamine A</p> <p>La technique de dilution isotopique est la technique la plus adéquate qui permet d'évaluer l'effectivité des programmes d'intervention visant à améliorer le statut en vitamine A, et le Cameroun ne dispose pas de cette technologie</p>								

<p>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Dans le cadre de la recherche sur la performance des tests de dépistage du VIH/SDA, la prévalence de l'infection a été évaluée à : 5,7% pour le CAMSTIX, 5,5% pour l'UMMINOCOMB, 5,5% pour le MUREX et 5,5% pour l'ENZYGNOST. Ceci a permis de démontrer que la fiabilité du CAMSTIX vis-à-vis des trois autres tests est de 96% pour la sensibilité 99,5% pour la spécificité. La discordance entre CAMSTIX et les trois autres a été décelée. - La recherche sur l'utilisation des isotopes stables pour évaluer le programme de supplémentation en Vitamine A au Cameroun a permis : <ul style="list-style-type: none"> - Le transfert par l'AIEA de technologie - La formation d'un chercheur de l'IMPM pendant trois mois (du 1^{er} juillet au 30 septembre 2013) au Health and Carotenoid Laboratory, Tufts University - Les résultats de l'étude pilote ont montré que les prévalences de la déficience en vitamine sont surestimés lorsqu'elles sont évaluées par la mesure du taux de rétinol sérique qui est affecté par les infections sub-cliniques. - Production de 04 prototypes d'huiles essentielles à partir des plantes aromatiques et médicinales d'huiles : <i>Carotyl, Cocotyl, Avocatyl et Vergetyl</i> - Extension à niveau des laboratoires du Centre de Production des Tests de Dépistage du Sida a été exécutée à concurrence de 80% et doté l'IMPM d'un laboratoire moderne
<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)</p>	<p>Les activités qui ont donné lieu à ce résultat sont en cours d'exécution. Certaines devraient se poursuivre jusqu'en 2018.</p>
<p>Perspectives 2014</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuite de la réhabilitation de l'IMPM ; - Renforcement des capacités scientifiques et technique des laboratoires ; - Evaluation proprement dite du programme de supplémentation en vitamine A sur un échantillon d'au moins 100 enfants par an (50 enfants par campagne de supplémentation) qui devrait s'achever en 2016. - Participation au projet régional de l'AIEA RAF6047 (<i>Using Stable Isotope Techniques to Monitor and Assess the Vitamin A Status of Children Susceptible to Infection</i>) et engagement du processus pour l'obtention du centre régional de référence AIEA qui devrait aboutir en 2018 par la certification du centre (reconnaissance mondiale). <p>L'action N° 1 : Renforcement de la recherche en santé humaine, a été maintenue en 2014 puisque les activités qui sont logées sont des activités de recherche pour la plupart. Certaines pourront aller jusqu'en 2018.</p>

Action 02 RENFORCEMENT DE LA RADIO PROTECTION DE L'HOMME ET DE L'ENVIRONNEMENT									
OBJECTIF	Protéger les personnes, les biens et l'environnement contre les effets nocifs des rayonnements ionisants.								
Indicateur	Intitulé:	Niveau du Thématic Safety Aréa 1						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	2.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	2.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
Indicateur	Intitulé:	Niveau du Thématic Safety Aréa 2						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	1.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	1.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
Indicateur	Intitulé:	Niveau du Thématic Safety Aréa 3						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	1.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	1.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
Indicateur	Intitulé:	Niveau des Thématic Safety Aréa 4						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	0.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	1.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
Indicateur	Intitulé:	Niveau des Thématic Safety Aréa 5						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	0.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	0.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	382 321 000	307 321 000	382 321 000	307 321 000	331 245 600	306 245 600	86,64 %	99,65 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>- - La réalisation d'un inventaire des sources et des utilisateurs par l'ANRP en 2010 a permis de recenser au Cameroun, 190 établissements utilisant les sources de rayonnements ionisants en milieu médical et industriel, 412 générateurs de rayons X et 700 travailleurs exposés. A cette date le suivi dosimétrique n'était pas effectué de même que le contrôle qualité des générateurs de RX.</p> <p>- Nécessité d'assurer les contrôle règlementaires de radioprotection auprès de tous les utilisateurs, des travailleurs et sur tous les équipements concernés.</p>								

<p>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - - Suivi dosimétrique de 203 travailleurs de 22 établissements utilisant les sources de rayonnements ionisants ; - - Contrôle qualité de 173 appareils de radiologie médicale ; - Localisation de 75 paratonnerres radioactifs dans les villes de Yaoundé et de Douala
<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)</p>	<p>- les ressources mobilisées ont été utilisées pour l'amélioration de la protection des travailleurs, des patients et du public contre les effets nocifs des rayonnements ionisants. Plus de travailleurs sont suivis en dosimétrie, la qualité du parc d'appareils de radiologie est suivie et les sources radioactives orphelines sont localisées et sécurisées.</p>
<p>Perspectives 2014</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration du plateau technique par l'acquisition de nouveaux équipements ; - Dotation de l'ANRP de capacités infrastructurelles pour répondre de manière opérationnelle et plus efficace à ses missions

Action 03 RENFORCEMENT DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES

OBJECTIF	Mettre à la disposition des décideurs et personnes intéressées les résultats de la recherche en sciences humaines et sociales en vue du développement social								
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'application des résultats de la recherche en sciences humaines et sociales utiles au développement de l'homme et de la société						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	15.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	22.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	410 861 000	410 861 000	410 861 000	410 861 000	408 666 292	408 666 292	99,46 %	99,47 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> - Multiplication des cas des fléaux sociaux et des dégâts naturels non contrôlés ces dernières années; - Nécessité de mener des études et faire des propositions en termes de recommandations afin d'éradiquer, de prévenir et d'éviter ces phénomènes pour le bien-être des populations. 								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Proposition d'un modèle de programme santé/nutrition dans le système éducatif en vue d'accroître le rendement scolaire - Application des réponses scientifiques aux facteurs de criminalités et de suicide pour le bien-être des populations ; - Proposition de stratégies pour la prévention et l'irradiation des conflits familiaux ; - Evaluer avec exactitude les impacts des catastrophes sur les activités socio-économiques et culturelles afin de contribuer à leur gestion ; 								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Dans le cadre des six projets de recherche cités ci-haut exécutés par le CNE en 2013, les ressources mobilisées ont été utilisées pour couvrir les charges dues aux déplacements des chercheurs et autres experts sur le terrain pour la collecte des données relatives à chacun des phénomènes liés à chaque projets. Les données ainsi récoltées sont codifiées et analysées. C'est à base des informations obtenues dans l'analyse qu'un rapport est élaboré pour chaque projet. Ces différents rapports contiennent des recommandations formulées tantôt à l'endroit des Pouvoirs publics, tantôt à l'endroit des populations afin d'adapter une réponse efficiente aux problèmes rencontrés. A ces rapports sont annexés des manuels d'accompagnement social des populations. Pour accompagner l'exécution des projets d'étude, le CNE a aménagé ses locaux et s'est doté du matériel de travail adéquat. A cet effet, les carreaux ont été mis dans 09 (neuf) de ses bureaux, les rideaux installés dans 15 (quinze) bureaux, 20 (vingt) tables de bureaux et 08 (huit) ordinateurs complets ont été acquis</p>								

Perspectives 2014	<p>En vue d'atteindre ses objectifs , le CNE entend poursuivre en 2014 certains projets et engager d'autres dans le cadre de ses missions opérationnelles. Ces projets sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- - « Santé en milieu scolaire, nutrition et rendement scolaire au Cameroun » ;- - « Impact socioéconomique et culturel des catastrophes au Cameroun » ;- - « Recrudescence de la criminalité : causes et conséquences des homicides et des suicides » ;- - « Prévention et atténuation de la crise de la famille au Cameroun » ;- - « Décentralisation, opportunités socio-économiques et stratégies de lutte contre la pauvreté dans les communes au Cameroun » ;- - « Accès à la propriété foncière et autonomisation de la femme en milieu rural au Cameroun » ;- - « Le renforcement des capacités de l'enseignement technique et professionnel en vue de l'atteinte des objectifs à l'horizon 2035 au Cameroun : Evaluation des besoins et exploration des sources de financement » ;- - « Valorisation du patrimoine culturel immatériel : collecte, transcription et diffusion des textes sacrés de la tradition orale africaine » ;- « Acquisition des équipements et aménagement des infrastructures nécessaires à la conduite de la recherche en sciences sociales » .
-------------------	--

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.4. PROGRAMME 259

APPUI A LA POLITIQUE DU SOUS-SECTEUR RECHERCHE ET
INNOVATION

Responsable du programme

Mme EBELE ETAME REBECCA MADELEINE
Secrétaire Général

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Optimiser le management des ressources au MINRESI, et améliorer la gouvernance	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de postes de travail équipés au MINRESI
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	100.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible Année cible:	250.0 2013
Indicateur	Intitulé:	Nombre de personnels formés ou recyclés au MINRESI
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	600.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible Année cible:	700.0 2013
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: AMÉLIORATION DU CADRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL DU PERSONNEL Action 02: AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT MANAGÉRIAL, JURIDIQUE ET LÉGISLATIF DES ACTIVITÉS DE RECHERCHE Action 04: RENFORCEMENT DE LA COOPERATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE Action 06: PROMOTION DE LA CULTURE SCIENTIFIQUE	
DOTATIONS INITIALES	AE 2 911 367 000	CP 2 911 367 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Mme EBELE ETAME REBECCA MADELEINE, Secrétaire Général	

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

L'élaboration des actes des JERSIC 2013, l'organisation de la 2^{ème} Edition de la rentrée scientifique, la révision de la stratégie à périmètre ministérielle, l'élaboration du plan directeur de la recherche scientifique au Cameroun, l'organisation au niveau régional des Journées d'Excellence de la Recherche Scientifique et de l'Innovation au

Cameroun, seront les activités phares du programme. La poursuite du renforcement des capacités infrastructurelles du MINRESI par la sécurisation des bâtiments du MINRESI et des Centres Régionaux en vue d'améliorer les conditions et le cadre de travail du personnel. A ceci il faudra ajouter certaines études :

- Etude en vue de l'Elaboration du Plan Directeur de la Recherche scientifique au Cameroun ;
 - Elaboration des stratégies de valorisation et de vulgarisation des résultats de recherche ;
 - Mise en place d'une banque de données sur les résultats exploitables de la recherche et les innovations technologiques (Phase I : Secteur agropastoral et halieutique) ;
 - Création d'une base de données sur la coopération scientifique au Cameroun (Phase 2) ;
 - Elaboration d'un document guide du suivi et évaluation de la mise œuvre des conventions de coopération scientifique internationale et intersectorielle et de l'assistance technique ;
- Qui permettront au MINRESI d'améliorer l'environnement managérial, juridique et législatif des activités de Recherche.

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU		
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 2 999 408 226	CP 2 999 408 226
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -88 041 226	Ecart CP -88 041 226
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 2 719 293 117	CP 2 718 208 082
TAUX DE CONSOMMATION	90,66 %	90,62 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<ul style="list-style-type: none"> - la modernisation du cadre et des conditions de travail du personnel ; - la Gestion Axée sur les Résultats, par une meilleure planification, un meilleur suivi et une meilleure évaluation des activités de recherche ; - L'intensification des activités de valorisation et de vulgarisation des résultats de recherche conformément aux prescriptions du Premier Ministre Chef du Gouvernement. 	
PERSPECTIVES 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement des VRD et de la bretelle d'accès au bâtiment annexe n°2 du MINRESI et du mur arrière de la barrière du MINRESI; - Informatisation du système de gestion des archives au MINRESI; - Poursuite de l'équipement des bureaux en matériel et mobilier, et matériel informatique; - L'élaboration de plusieurs documents de cadrage, planification et d'évaluation des activités de recherche ; - Révision des actions et de certains indicateurs du programme pour plus de pertinence. 	

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 01 AMÉLIORATION DU CADRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL DU PERSONNEL									
OBJECTIF	Moderniser le cadre et les conditions de travail								
Indicateur	Intitulé:	Nombre de postes de travail équipés						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	100.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	150.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
Indicateur	Intitulé:	nombre de personnels formés et/ou recyclés						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	600.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	700.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 786 222 000	1 786 222 000	1 766 522 715	1 766 522 715	1 530 649 641	1 529 824 641	86,64 %	86,6 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> - La prise en charge des nouvelles recrues dans le cadre du recrutement de 25 000 jeunes. - Achèvement de la construction du bâtiment annexe N°2 du MINRESI qui a nécessité son équipement; 								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> - Informatisation du système de gestion du courrier au MINRESI; - Equipement du bâtiment annexe N°2 du MINRESI en rideaux et climatiseurs; - Acquisition du matériel et mobilier de bureau, acquisition du matériel informatique pour l'équipement du bâtiment annexe n°2. 								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<ul style="list-style-type: none"> - Le résultat de l'indicateur 2, s'explique par le fait que les formations sollicitées par le personnel sont de plus en plus pointues et couteuses ; 								
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuite de l'équipement des bureaux en matériel et mobilier; - Aménagement des VRD et de la bretelle d'accès au bâtiment annexe n°2 du MINRESI et du mur arrière de la barrière du MINRESI; - Aménagement et équipement d'une salle d'archive moderne au MINRESI. 								

Action 02 AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT MANAGÉRIAL, JURIDIQUE ET LÉGISLATIF DES ACTIVITÉS DE RECHERCHE									
OBJECTIF	Renforcer le cadre institutionnel du MINRESI								
Indicateur	Intitulé:	stratégie ministérielle actualisée et nombre de documents de politiques de la recherche élaborés						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	3.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	4.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	847 145 000	847 145 000	847 117 959	847 117 959	807 893 195	807 783 160	95,36 %	95,36 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> - La nécessité de mieux planifier et évaluer les activités de recherche ; - la nécessité de s'arrimer à la Gestion Axée sur les Résultats 								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Etude en vue de l'Elaboration du Plan Directeur de la Recherche scientifique au Cameroun; - Elaboration des stratégies de valorisation et de vulgarisation des résultats de recherche; - Elaboration des stratégies de valorisation et de vulgarisation des résultats de recherche (Phase I : Secteur agropastoral et halieutique) ; - Etude pour la création d'un parc de la science et de la technologie au Cameroun. 								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Ce résultat s'explique surtout le fait que l'élaboration des documents de politique et de cadrage de la recherche est planifiée sur plusieurs années; - L'horizon de la cible de l'indicateur qui est fixé en 2016 								
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuite des études engagées en 2013; - Révision de la stratégie ministérielle; - l'élaboration du plan directeur de la recherche. 								

Action 04 RENFORCEMENT DE LA COOPERATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

OBJECTIF	Mobiliser les différents partenaires pour le développement de la recherche							
Indicateur	Intitulé:	nombre de conventions signées avec les partenaires nationaux et internationaux					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2012						
	Valeur de référence:	0.0						
	Année cible:	2013						
	Valeur Cible	0.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
Indicateur	Intitulé:	nombre de conventions de partenariats signés avec les ingénieurs et scientifiques de la diaspora					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2012						
	Valeur de référence:	0.0						
	Année cible:	2013						
	Valeur Cible	0.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	96 000 000	96 000 000	95 763 000	95 763 000	91 950 282	91 800 282	96,01 %	95,86 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> - La nécessité de mieux encadrer les activités de recherche menées en coopération avec les partenaires étrangers ; - La nécessité de mieux encadrer les chercheurs indépendants. 							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'une base de données sur la coopération scientifique au Cameroun (Phase 2); - Elaboration d'un document guide du suivi et évaluation de la mise œuvre des conventions de coopération scientifique internationale et intersectorielle et de l'assistance technique; - Mobilisation des chercheurs indépendants en vue de la valorisation de toutes les compétences scientifiques; 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - La complexité de l'élaboration des conventions de partenariat avec des organismes étrangers ; - L'insuffisance des moyens pour l'encadrement des chercheurs indépendants et isolés. 							
Perspectives 2014	- Poursuite des activités engagées en 2013;							

Action 06 PROMOTION DE LA CULTURE SCIENTIFIQUE

OBJECTIF	Susciter l'intérêt pour les sciences et les technologies							
Indicateur	Intitulé:	nombre d'initiatives de promotion des sciences et des technologies					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2012						
	Valeur de référence:	6.0						
	Année cible:	2013						
	Valeur Cible	6.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
Indicateur	Intitulé:	nombre de femmes et/ou de jeunes dans les métiers scientifiques et technologiques					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2012						
	Valeur de référence:	0.0						
	Année cible:	2013						
	Valeur Cible	0.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	182 000 000	182 000 000	290 004 552	290 004 552	288 799 999	288 799 999	99,58 %	99,58 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> - L'organisation de la 4^{ème} édition des Journées d'Excellence de la Recherche et de l'Innovation (JERSIC). - L'intensification des activités de valorisation et de vulgarisation des résultats de recherche conformément aux prescriptions du Premier Ministre Chef du Gouvernement. 							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	- organisation des JERSIC							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - L'accroissement du nombre d'activités de valorisation et de vulgarisation visant à mettre à la disposition des populations les résultats de la recherche; - L'organisation effective de la 4^{ème} édition des Journées d'Excellence de la Recherche et de l'Innovation (JERSIC). 							
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration des actes des JERSIC; - Organisation de la Rentrée Scientifique ; - Acquisition des équipements et aménagement des infrastructures pour l'ACADEMIE DES SCIENCES ; - la poursuite des activités visant à susciter l'intérêt pour les sciences et la technologie 							

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

- 3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE**

- 3.2. LEÇONS APPRISSES**

- 3.3. PERSPECTIVES 2014**